

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 07632

Numéro SIREN : 528 230 477

Nom ou dénomination : IPFEC

Ce dépôt a été enregistré le 17/09/2021 sous le numéro de dépôt 39665



**IPFEC**  
Formation  
Expertise  
Consulting

## **PROCES VERBAL**

### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'an 2021, le 30 juillet, à 9 heures, les associés de la société IPFEC, société à responsabilité limitée au capital de 70.000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 528 230 477, se sont réunis au siège social de la société sis au 7 Bd du Lycée à Vanves (92170), en assemblée extraordinaire sur la convocation de la gérance.

Sont présents :

- Madame PEREZ Brigitte qui détient 48.644 parts, numérotées de 1 à 650, 999, de 1.044 à 1.086 et de 22.051 à 70.000

- Monsieur PEREZ MAS Isidro qui détient 21.312 parts, numérotées de 651 à 998 et de 1.087 à 22.050

Monsieur Michel Huyghe qui détient 44 parts sociales a donné pouvoir à la gérante Mme Perez Brigitte pour le représenter.

De sorte que tous les associés, détenant ensemble 70 000 parts sociales **sur un total de 70 000 parts**, sont représentés.

En conséquence, l'assemblée est habilitée à prendre toutes décisions extraordinaires, conformément aux dispositions de l'article 23 des statuts.

L'assemblée extraordinaire est présidée par Madame Perez Brigitte, associée-gérante.

La présidente dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

1° les lettres de convocation ;

2° le texte des résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée.

La présidente indique que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- **modification des statuts en son article 2**

- **modification des statuts en son article 8**

La discussion est ouverte.

Personne ne demandant la parole, la présidente met aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

### **Première résolution :**

#### **Modification de l'article 2 des statuts**

En vue de permettre d'éventuelles opérations d'investissements immobiliers réalisées à titre accessoire, il est proposé d'inclure cette possibilité dans l'objet social.

#### **Nouvelle rédaction proposée :**

##### **ARTICLE 2 : OBJET**

*La société a pour objet :*

*Expertise en valeur immobilière - Consulting et Formation.*

*Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.*

*Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toute autre société ou entreprise, française ou étrangère ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.*

*Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. A titre accessoire, la Société pourra réaliser des investissements immobiliers et ou fonciers.*

L'assemblée générale des associés approuve la modification de l'article 2 des statuts.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Deuxième résolution :**

A la suite du rachat des parts sociales détenues respectivement par Mme Marie-Claire Auffret et par M. Jean-François Salon par Brigitte Perez et Isidro Perez Mas, il est proposé de modifier l'article 8 des statuts comme suit.

#### **Modification de l'article 8 des statuts**

#### **Nouvelle rédaction proposée :**

##### **ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de soixante-dix mille (70.000) euros.*

*Il est divisé en soixante-dix mille (70.000) parts de un (1) euro chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux selon la proportion suivante, à savoir :*

- Madame PEREZ Brigitte 48.644 parts, numérotées de 1 à 650, 999, de 1.044 à 1.086 et de 22.051 à 70.000
- Monsieur PEREZ MAS Isidro 21.312 parts, numérotées de 651 à 998 et de 1.087 à 22.050
- Monsieur HUYGHE Michel 44 parts, numérotées de 1.000 à 1.043

Total des parts formant le capital social : 70.000 parts.

Les associés déclarent que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquées.

L'assemblée générale des associés approuve la modification de l'article 8 des statuts.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.


Les modifications entreront en vigueur à compter de l'enregistrement au greffe des statuts modifiés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 9 h 30.

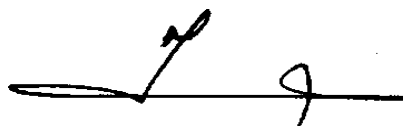
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par la présidente de séance et gérante de la société.

Fait à Vanves, Le 30 juillet 2021

B. PEREZ, gérante



I. PEREZ MAS, associé



# STATUTS IPFEC

Sigle : IPFEC  
SARL au capital de 70.000 Euros  
Siège social : 7 bd du Lycée  
92170 Vanves

**MIS A JOUR LE 30 JUILLET 2021**

LES SOUSSIGNES :

**Membres fondateurs**

- Madame PEREZ Brigitte née POUTEAU le 29/06/1965 à Blois, de nationalité française, mariée à monsieur PEREZ Isidro sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 03/07/1993 lequel régime n'a pas été modifié depuis, demeurant 7 bd du Lycée 92170 Vanves

- Monsieur PEREZ Isidro né le 12/02/1950 à TUNIS, de nationalité française, marié à madame PEREZ Brigitte sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 03/07/1993 lequel régime n'a pas été modifié depuis, demeurant 7 bd du Lycée 92170 Vanves

**Membre associé par acquisition de parts**

- Michel Huyghe sis 3 rue Pablo Picasso à Achères (78260) de nationalité française, marié

ONT CONVENU CE QUI SUIT :

## **ARTICLE 1 : FORME**

Il est formé entre les soussignés une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur, ainsi que les présents statuts.

## **ARTICLE 2 : OBJET**

La société a pour objet :

Expertise en valeur immobilière - Consulting et Formation.

Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toute autre société ou entreprise, française ou étrangère ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. A titre accessoire, la Société pourra réaliser des investissements immobiliers et ou fonciers.

## **ARTICLE 3 : DÉNOMINATION**

La dénomination sociale de la société est : IPFEC

Sigle: IPFEC

Dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots : " Société à responsabilité limitée " ou des initiales " SARL " et de l'énonciation du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 : SIÈGE SOCIAL**

Le siège social de la société est fixé à :  
7 Bd du Lycée, 92170 Vanves.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville par simple décision du gérant, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés. La gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

#### **ARTICLE 5 : DURÉE**

La durée de la société est fixée à 99 ans, qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

#### **ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL**

Il commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le 31 décembre 2011.

Les opérations prévues à l'article 30 seront rattachées au premier exercice social.

#### **ARTICLE 7 : APPORTS**

Les apports constitutifs du capital social ont été souscrits de la façon suivante :

- Madame PEREZ Brigitte apporte à la société la somme de 650 euros
- Monsieur PEREZ Isidro apporte à la société la somme de 350 euros

Total des apports : 1000 euros

Ces sommes seront, conformément à la loi, déposées par les associés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la Banque Populaire Rives de Paris à l'Agence de Vanves, elles pourront être retirées par la gérance, sur présentation d'un certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

#### **ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de soixante-dix mille (70.000) euros.

Il est divisé en soixante-dix mille (70.000) parts de un (1) euro chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux selon la proportion suivante, à savoir :

- Madame PEREZ Brigitte 48.644 parts, numérotées de 1 à 650, 999, de 1.044 à 1.086 et de 22.051 à 70.000
- Monsieur PEREZ MAS Isidro 21.312 parts, numérotées de 651 à 998 et de 1.087 à 22.050
- Monsieur HUYGHE Michel 44 parts, numérotées de 1.000 à 1.043

Total des parts formant le capital social : 70.000 parts.

Les associés déclarent que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquées.

#### **ARTICLE 9 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES**

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

#### **ARTICLE 10 : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS**

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

La cession des parts sociales de la société se fera sous les conditions suivantes :

- Le conjoint, un ascendant ou descendant ne devient associé qu'après avoir été agréé par les autres associés, les conditions d'agrément étant dans ce cas identiques à celles prévues pour les tiers.  
- La cession entre associés est également soumise à agrément.  
Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales.  
Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

### **ARTICLE 11 : DECES D'UN ASSOCIE**

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément.

### **ARTICLE 12 : REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN**

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

### **ARTICLE 13 : GERANCE**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Le gérant exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et conformément aux dispositions statutaires.

Madame PEREZ Brigitte née POUTEAU le 29/06/1965 à Blois de nationalité française, mariée, demeurant 7 bd du Lycée 92170 Vanves est désignée Gérante. Sa nomination n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la Société aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. Préalablement à sa désignation Madame Perez Brigitte déclare accepter les fonctions qui lui sont confiées et affirme n'être frappée d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

La rémunération du gérant sera fixée ultérieurement.

### **ARTICLE 14 : POUVOIRS ET RESPONSABILITE DE LA GERANCE**

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

### **ARTICLE 15 : COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins les 3/4 du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement sont désignés par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Les commissaires en fonctions exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

## **ARTICLE 16 : CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE**

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

## **ARTICLE 17 : CONVENTIONS INTERDITES**

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

## **ARTICLE 18 : COMPTES COURANTS D'ASSOCIES**

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale.

Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 16.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

## **ARTICLE 19 : DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès-verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

## **ARTICLE 20 : PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS**

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux.

Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

## **ARTICLE 21 : APPROBATION DES COMPTES**

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant.

L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

## **ARTICLE 22 : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES**

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

## **ARTICLE 23 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires,
- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

## **ARTICLE 24 : CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE**

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non.

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 22 et 23 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

## **ARTICLE 25 : AFFECTATION DES RESULTATS**

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi ; le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social. L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

#### **ARTICLE 26 : TRANSFORMATION**

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

#### **ARTICLE 27 : DISSOLUTION**

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

#### **ARTICLE 28 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

#### **ARTICLE 29 : CONTESTATIONS**

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

#### **ARTICLE 30 : JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE**

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

#### **ARTICLE 31 : POUVOIRS**

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à Vanves le 2 novembre 2010 en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Article 2 (Objet) modifié le 12 juin 2012, suivant décision de l'assemblée extraordinaire en date du 11 juin 2012.

Article 2 (Objet) modifié le 1<sup>er</sup> juillet 2013, suivant décision de l'assemblée extraordinaire en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Article 8 (Capital social) modifié le 1<sup>er</sup> décembre 2014, suivant décision de l'assemblée extraordinaire en date du 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Article 2 (Objet) modifié le 1<sup>er</sup> octobre 2016, suivant décision de l'assemblée extraordinaire en date du 22 septembre 2016.

Articles 2 (Objet social) et 8 (Capital social) modifiés suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 2021.

Le représentant légal Madame PEREZ Brigitte

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Brigitte Perez', written over a horizontal line.